

REGARDS VERS L'AVENIR

du directeur national

Le 10 juin marqua le troisième anniversaire du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère. Relevant du ministre des Affaires étrangères et collaborant avec des Canadiens de toutes les régions du pays et avec un grand nombre de fonctionnaires responsables de la politique étrangère à Ottawa, le Centre a maintenant atteint la troisième étape de son évolution dans la réalisation de son mandat, qui est de faciliter une plus grande contribution du public à la formulation de la politique étrangère canadienne. La première étape était celle de la création de liens, la deuxième celle de l'établissement de partenariats et la troisième celle de l'élaboration des politiques. Le présent rapport annuel combiné offre une vue d'ensemble des projets et des activités menés au cours des deux dernières années.

Comme nous le notions dans notre Rapport de 1996-1997, les premières mesures prises visaient à « identifier des gens dans tout le Canada qui désireraient, ou pourraient éventuellement désirer, participer à la formulation de la politique étrangère nationale ». Il s'agirait, entre autres, d'experts universitaires et d'activistes d'ONG. Nous avons également entrepris d'identifier des Canadiens et d'entrer en communication avec eux dans le cadre de la directive du Conseil du Trésor, qui nous invite à « faire participer des Canadiens qui sont des chefs de file dans leurs régions ou domaines respectifs, sans être des spécialistes des questions internationales ».

Certains des premiers projets ont été réalisés par d'éminents universitaires tels que les professeurs Albert Legault, Caroline Andrew, Ann Bayefsky, Charles-Phillippe David, Ron Deibert, Phillip Oxhorn et Fen Hampson. D'autres ont été entrepris avec des ONG telles que Mines Action Canada, Pueblito, Aide et Développement, le Conseil canadien pour la coopération internationale, Vues d'Afrique, Forum Eastern Europe et Oxfam. Les activités de diffusion en dehors des spécialistes des questions internationales ont compris des projets menés par des experts en réadaptation de Queen's University et le Committee to Protect Journalists ainsi que des efforts considérables déployés pour toucher les jeunes et les peuples autochtones (parmi eux, le Projet Marquis, la documentation pédagogique sur Internet, la Pauktuutit Inuit Women's Association, le Native Law Centre de Saskatoon et le programme d'études autochtones de Fredericton, le festival des enfants de Vancouver et le sommet international des jeunes sur l'exploitation sexuelle).

Au cours des deux dernières années, nous avons continué d'identifier et d'entrer en communication avec les Canadiens qui contribuent au dialogue et à la réflexion sur la politique étrangère, et nous en avons élargi le cercle. L'objectif est de donner des occasions de s'exprimer aux personnes qui habitent des régions et des localités éloignées d'Ottawa, aux universitaires travaillant dans de petites universités et à tous ceux qui ont traditionnellement été tenus à l'écart du dialogue sur la politique étrangère.

Par exemple, depuis 1996, le Centre a organisé et accueilli dix-huit réunions du Forum national sur les relations internationales du Canada dans quinze villes et localités différentes. Plus d'un millier de personnes ont participé à ces discussions de politique qui ont duré une journée dans des localités telles que Whitehorse, Saint John et Waterloo, de même qu'à Toronto, Montréal et Vancouver. (Les rapports du Forum national, les listes des participants et le Rapport annuel de 1996-1997 sont disponibles à l'adresse Internet suivante : www.cfp-pec.gc.ca).

